

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-intervention-de-la-France-au-Mali>

L'intervention de la France au Mali

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : mercredi 16 janvier 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En général quand le gouvernement français s'occupe des Maliens c'est pour les expulser, pourquoi tout d'un coup se métamorphoserait-il en défenseur des populations maliennes ? En tentant de répondre à cette interrogation, inévitablement on pointe les responsabilités propres de la France dans la crise malienne.

Les responsabilités de la France dans la crise du Mali **Politique d'ajustement structurel**

La crise de la dette dans les années 80 a eu des répercussions dramatiques sur le continent africain. Pour le Mali en 1968, la dette était 55 milliards de FCFA, en 2005, elle s'élève à 1766 milliards de FCFA. Les plans d'ajustements structurels et leur déclinaison de politiques d'initiative pays pauvres très endettés (PPTTE) ont eu des conséquences désastreuses pour le Mali qui se sont traduits par une privatisation massive des entreprises maliennes pour le plus grand bénéfice des multinationales au premier rang desquelles les françaises.<

La distribution d'électricité est passée sous le contrôle de Bouygues qui est aussi présent dans l'extraction, les mines d'or comme la mine de Morila. La compagnie malienne du développement textile qui gérait la filière coton a été vendue en partie à Dagrès. Orange par sa filiale de l'époque Ikatel récupère la téléphonie. L'office du Niger qui gère les terres arables devient un promoteur des accaparements de terres.

A cela s'ajoute la présence des multinationales comme Delmas, ou Bolloré avec des entrepôts de 100 000 m² essentiellement pour le stockage du coton La seconde conséquence est l'affaiblissement de l'Etat incapable de remplir ses fonctions tant sociales que régaliennes. Les structures sanitaires et d'éducation sont délabrées, l'armée comme on l'a vu est totalement déficiente. Cette tendance est plus marquée dans le nord du pays qui est la région la plus pauvre.

Corruption massive

Dans le même temps existe au Mali, un personnel politique particulièrement corrompu. L'entourage d'Amadou Toumani Touré (ATT) et son clan ont amassé des millions d'euros du fait de la corruption et des trafics notamment dans le nord du pays. Trafics en tout genre qui financent non seulement les bandes armées djihadistes ou non mais aussi la hiérarchie militaire malienne et le personnel politique.

La France n'a eu de cesse de soutenir Amadou Toumani Touré qui, s'il a été capable après le coup d'Etat de rendre le pouvoir aux civils, s'est présenté et a gagné les élections présidentielle de 2002-2007 puis une seconde fois 2007-2012 mais là, dans des conditions de transparence et de sincérité du scrutin fort discutables. Comme à son habitude la diplomatie française a fermé les yeux et a soutenu ATT alors qu'il menait le pays droit vers l'abîme.

Intervention en Libye

La France a été le fer de lance dans l'intervention militaire en Libye. Comme pour le Mali, Sarkozy a prétexté l'urgence pour intervenir -à l'époque il s'agissait de colonnes de blindés qui s'apprêtaient à entrer dans la ville libérée de Benghazi. On connaît la suite, d'une intervention pour bloquer cette colonne, elle s'est transformée en une

intervention massive de l'OTAN qui a volé la révolution aux Libyens et l'a empêché au fur et mesure des conquêtes de territoires de construire et de fonder des structures de pouvoir.

La militarisation à outrance et la chute brutale de Kadhafi ont créé un vide propice permettant à tous les groupes djihadistes et les trafiquants de puiser largement dans les stocks d'armes. De plus cette soudaineté de l'effondrement du régime libyen sans remplacement crédible d'une structure gouvernementale a déstabilisé la région entière en enlevant une source de médiation dans les conflits sahéliens.

La France joue avec le feu

La France comme les autres métropoles impérialistes comprend qu'ATT se refuse à combattre réellement AQMI au nord Mali. Cette question est d'importante pour la France où AREVA investit de fortes sommes pour l'extraction de l'Uranium dans la zone du Niger frontalière à celle du nord Mali. Elle voit dans le MNLA la possibilité de s'en servir comme une sorte de supplétif capable d'assurer la sécurité des installations minières et de contenir les attaques d'AQMI.

Le mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est une organisation touarègue laïque, son agenda est l'indépendance de l'Azawad situé dans le nord du Mali. Il est le fruit d'une recombinaison parmi les organisations touarègues. L'essentiel des troupes combattantes viennent de Libye où elles servaient dans l'armée. Avec la chute de Kadhafi elles sont retournées au Mali avec des armes et des véhicules équipés de mitrailleuses. Un convoi qui parcourra des milliers de kilomètres sans jamais être inquiété.

La diplomatie française à l'époque conduite par Juppé, toujours droit dans ces bottes, expliquait que le temps était venu d'engager des négociations avec le MNLA lui donnant crédibilité et encouragement : « *Paris est favorable à un dialogue politique inter-malien.* Alain Juppé l'a réaffirmé sur les marches du palais présidentiel : « *C'est un dialogue politique qui peut permettre de s'en sortir et pas une confrontation. Un dialogue inter-malien est absolument nécessaire* ». Lors de cet entretien le ministre français a rappelé que la France était attachée au respect de l'intégrité territoriale du Mali et que l'adversaire numéro un avait un nom : Aqmi, al-Qaïda au Maghreb islamique (1) .

Le scénario se déroule différemment de ce qu'avaient prévu les stratèges du Quai d'Orsay. Le MNLA va faire alliance avec les djihadistes dans la lutte contre l'armée malienne puis sera expulsé des principales villes du nord par ses anciens alliés. Il existe quatre groupes djihadistes, Ansar Dine organisation touarègue qui a refusé de se joindre au MNLA, sa priorité est l'instauration de la charia. AQMI qui vient du l'organisation Algérienne du GSPC, Groupe salafiste pour la prédication et le combat, le MUJAO (mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest et Boko Haram qui est une secte qui sème la terreur au nord du Nigeria en s'en prenant à l'Etat, ainsi qu'aux Nigériens de confession chrétienne.

La politique de la France dans la gestion de la crise malienne

Rappel

L'intervention de la France au Mali se situe dans une longue tradition d'interventions. Depuis l'indépendance des pays africains la France est intervenue une soixantaine de fois. La stratégie de la France est de garder son influence politique et économique au moyen d'un soutien sans faille aux différentes dictatures qui en échange de cette assurance tout risque favorisent les intérêts français.

Ainsi les multinationales hexagonales bénéficient de véritables niches commerciales, dans l'agroalimentaire, la logistique, les transports la téléphonie, mais aussi dans le pillage des ressources naturelle, pétrole et uranium notamment.

Les pions de la France

Quand elle le peut, la diplomatie française évite d'intervenir directement. Ainsi dans la crise malienne. Elle dispose de deux structures. La présidence de L'Union Africaine assurée par le Béninois Boni Yayi. Lors de sa visite en France le 30 mai, Hollande lui a conseillé que l'UA fasse une demande de recours au conseil de sécurité de l'ONU pour demander une intervention militaire africaine : *"Abordant les différentes pistes pour une sortie de crise, le président français a demandé à la Cedeao et à l'Union Africaine de saisir le Conseil de sécurité de l'Onu, afin que celui-ci puisse « désigner un cadre qui permette au Mali et plus largement à la zone Sahel de renouer avec la stabilité".*(2) Lorsqu'il apprit à Montréal l'intervention militaire française, il a déclaré qu'il était aux anges (sic)(3).

Son deuxième point d'appui est la CEDEAO qui est l'organisme qui regroupe les états de l'Afrique de l'ouest, est présidé par Alassane Ouattara qui doit son poste de président de Côte d'Ivoire grâce aux blindés de la France. L'argument à l'époque était de faire respecter les résultats des élections présidentielles. Un scrutin dont la légitimité est de plus en plus discutée. Quant au médiateur de la CEDEAO, ce n'est autre que Blaise Compaoré bien connu du sérail de la Françafrique, puisse qu'il a contribué à renverser Thomas Sankara et a été le complice de Charles Taylor condamné pour crime contre l'humanité pour ses exactions au Liberia et en Sierra Leone.

La France s'oppose à un processus de transition politique

Lorsque la hiérarchie militaire a voulu envoyer les soldats maliens sur le front en leur assurant que les armes et les munitions viendraient après, une révolte a éclaté dans la caserne de Kati située à une quinzaine de km de la capitale Bamako. Les mutins se dirigent vers le palais présidentiel, défendu faiblement par quelques membres de la garde présidentielle. ATT doit s'enfuir. Les mutins se retrouvent au pouvoir, ils annoncent la création d'un conseil national. Le putsch est appuyé par la gauche radicale, les organisations de la société civile militante et une partie des organisations syndicales qui vont fonder le mouvement populaire du 22 mars. Cette organisation ambitionne d'être l'aile politique des militaires.

La diplomatie française est en phase avec les pouvoirs africains en place, la peur est grande que le Mali s'émancipe de l'ordre établi et vont tout faire pour remettre en selle le pouvoir précédent pourtant honni. La CEDEAO va organiser un blocus économique dont l'efficacité se fait vite sentir du fait de l'enclavement du pays. Elle va saboter toutes les initiatives visant à une refondation politique qui réponde aux exigences des populations et réussir à mettre en place le président de l'Assemblée Nationale qui n'a aucune légitimité ni populaire ni constitutionnelle. Pire, alors que les djihadistes renforcent leur position, la CEDEAO va bloquer dans les ports de Dakar et de Conakry les chargements d'armes que le Mali a pourtant achetés en toute légalité(4). Ils seront débloqués quand le gouvernement malien signera la demande d'aide militaire extérieure

Lobby belliciste

C'est la France qui va faire un travail intense de lobby pour que la communauté internationale accepte le principe de l'intervention militaire, c'est elle qui va écrire la résolution de l'ONU et bataillera pendant des mois contre le scepticisme de l'ONU, des USA, et de l'Algérie elle-même qui devra accepter à contre coeur le principe d'une négociation avec certains groupes notamment le MNLA et Ansar Dine.

L'intervention militaire de la France

Des observateurs comme Jacquemot dans l'hebdomadaire l'Express explique que cette intervention a été longuement préparée : « Le déclenchement de l'intervention française a été soudain, mais il était planifié. Pour preuve, la contre-offensive menée ensuite au-delà des localités menacées était bien préparée » (5) . Le Drian ministre de la défense lui aussi parlait en 2012 d'une intervention inéluctable (6).

Une fois de plus, l'urgence évoquée d'une intervention militaire sert à éviter le débat et permet d'avancer des objectifs qui évoluent au fil du temps. En effet l'intervention a été justifiée pour stopper l'avancée des djihadistes. Aujourd'hui on voit bien que l'objectif initial atteint, un nouveau apparaît désormais : on parle « *d'éradiquer les islamistes de sécuriser l'Etat malien* » ce qui permet pour la diplomatie française toutes les marges de manoeuvre.

Une intervention qui est faite en dehors du cadre juridique international. Rappelons que la résolution 2085 du conseil de l'ONU n'autorise que les interventions des forces armées Africaines. La France a obtenu un assentiment à postériori du conseil de l'ONU avec cependant de fortes réserves des experts militaire de cette instance.

Toujours pour rester dans le cadre légal, la France argumente qu'elle a agi suite à la demande du président malien qui comme nous l'avons vu n'a pas plus de légitimité constitutionnelle que populaire.

Une intervention qui va durer

Cette intervention va durer du fait de la résistance importante des djihadistes liée à leur entraînement et à leur armement. De plus la tactique opérée par ces groupes est désormais de se séparer et tenter d'envahir des villes moyennes ou petites. Ainsi les frappes des avions mirages et rafales vont vite devenir inopérantes. En effet ils servent avant tout à frapper des positions fixes clairement établies, QG, entrepôts camps d'entraînement etc.

Dans tous les cas des opérations terrestres devront avoir lieu. Déjà des combats ont été engagés par les militaires français à Diabali. Théoriquement ces opérations devraient être du ressort des armées africaines, mais ces dernières, comme celles du Niger ou du Sénégal sont peu efficaces et, si elles sont relativement efficaces, elles ne connaissent pas le terrain comme l'armée Nigériane. Aussi dans tous les cas l'armée française devra se déployer, et il n'est pas exclu qu'elle soit en première ligne dans les affrontements. Le début d'une intervention pérenne est amorcé puisque l'objectif est de déployer 2500 soldats au Mali.

Notons car c'est aussi un élément important à l'heure de l'austérité budgétaire que la valorisation de l'intervention actuelle est estimé à 400 000 euros par jour , on imagine ce que l'on aurait pu faire avec de telles sommes pour l'amélioration des structures sanitaires et sociales dans la région du nord Mali.

Le renforcement du plan Vigipirate, la volonté d'une dramatisation à outrance des risques de terrorisme contribuent à créer un climat d'union nationale, et renforce dans le même temps le climat raciste de la France. Une fois de plus les thèses de l'islam comme danger potentiel pour la France vont être renforcées.

Un risque de crise humanitaire majeure

Après six jours de conflit l'ONU a enregistré plus de 150 000 réfugiés qui fuient les zones de guerre et se réfugient dans des pays où déjà la population est pauvre ainsi que 230 000 déplacés à l'intérieur du Mali (8). Faute d'accompagnement politique, le vide créé par la fuite des djihadistes des principales villes de la région risque de voir éclore des conflits entre les communautés basés sur des ressentiments anciens.

Le nombre extrêmement important d'armes en circulation dans la région, les milices qui se sont créées notamment le Ganda Iso (fils de la terre en langue Songhaï) une des trois milices qui constituent le Front de libération du Nord Mali, la récente prise de position du MNLA qui refuse que l'armée malienne puisse entrer au nord Mali, fait craindre une explosion de violence ou du moins une succession de conflits extrêmement meurtriers alimentés par la mise en place de milices d'auto-défense des différentes communautés.

Un risque avéré de voir une situation identique à celle de l'est du Congo Kinshasa (RDC) où pourtant les forces de l'ONU sont présentes mais n'arrivent pas à enrayer cette spirale. D'autant que comme pour la RDC au-delà des conflits entre communauté, les enjeux économiques liés aux différents trafics dans cette région sont énormes, notamment celui de la drogue. Le cas le plus parlant est l'atterrissage d'un Boeing 727 rempli de cocaïne à destination de l'Europe avec une valeur marchande de plusieurs millions d'euros. Déjà, nous assistons aux exactions perpétrées par l'armée malienne comme l'indique le journal Le Monde (9)

Rester internationaliste

Notre position va à l'encontre d'une quasi union nationale. Certains ont pu se laisser envahir par une émotion tout à fait légitime face à la barbarie des djihadistes et la souffrance des populations, mais dès maintenant les choses deviennent plus claires, on nous explique que la guerre sera longue coûteuse et dure.

La France qui est la source des problèmes ne peut être la solution. En effet la France qui depuis l'indépendance des états africains n'a eu de cesse de soutenir les pires dictatures, les pires massacres, les pires guerres, qui est impliquée dans le génocide du Rwanda, n'est certainement pas la mieux placée pour défendre les droits des peuples en Afrique.

Nous ne pouvons que dénoncer la Françafrique, son soutien aux dictateurs, le fait que Hollande reçoit les Bongo, les Déby, les Compaoré, le fait qu'elle n'a pas prononcé une seule protestation contre les violences des forces de répression au Togo à l'encontre des manifestants.

Nous devons réaffirmer notre solidarité avec les forces progressistes africaines et maliennes qui s'opposent à l'intervention française.

Notes :

(1) <http://www.rfi.fr/afrique/20120226-...>

(2) <http://www.lanouvelletribune.info/i...>

(3) <http://afriqueexpansion.com/news/68...>

(4) <http://www.maliweb.net/news/armee/2...>

(5) <http://afriqueexpansion.com/news/68...>

(6) <http://www.maliweb.net/news/armee/2...>

(7) <http://french.irib.ir/info/internat...>

(8) <http://www.lemonde.fr/afrique/artic...>

(9) Le Monde.fr | 15.01.2013 à 21h11 " Mis à jour le 16.01.2013 à 07h44

[« Afrique en Lutte »](#), le 16 janvier 2013